

<https://ricochets.cc/Gaza-7734.html>



Génocide à Gaza : naufrage des « démocraties » et de l'ordre international

- Les Articles -



Date de mise en ligne : mardi 23 juillet 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Quelques actus et de nouveaux scandales.

Notamment les génocidaires qui sont invités aux JO en France.

La colonisation de la Palestine et les carnages commis à Gaza par Israël montrent, parmi d'autres faits, la faillite des soi-disants systèmes démocratiques, l'échec de l'ONU et des instances internationales à empêcher/stopper même les pires crimes de masse.

Les velléités et les discours sur la paix et le droit à l'autodétermination des peuples se heurtent très vite à l'autoritarisme des Etats et à leur quête de puissance, et le capitalisme impose aussi ses exigences où les peuples ne sont que des pions et des rouages insignifiants et sacrificiables.

Tant qu'on vivra sous le joug des Etats, du capitalisme, avec frontières, armées, gouvernements, Croissance, productivisme, tyrannies..., il n'y aura ni paix ni démocratie.

Tant que dominera la quête de la délivrance des réalités matérielles de la vie et des réalités politiques, il n'y aura ni bien vivre ni égalité sociale.



Génocide à Gaza : naufrage des « démocraties » et de l'ordre international

DOCTRINE HANNIBAL : L'ARMÉE ISRAËLIENNE A TIRÉ SUR SES PROPRES CITOYENS

- Une enquête de Haaretz confirme à nouveau que l'état-major de Tsahal a donné l'ordre de tuer sans distinction le 7 octobre -

Au sein de l'armée israélienne, il existe une consigne appelée « Directive Hannibal » visant à empêcher par tous les moyens la capture de soldats, y compris en sacrifiant la vie des personnes captives. Elle est utilisée depuis les années 1980 au sein de Tsahal et, pourtant, très peu de médias occidentaux en parlent.

Par exemple le militaire Yossi Peled, qui a été par la suite ministre de Netanyahou, expliquait qu'en cas de capture de ses hommes, il tirerait sans hésiter sur les ravisseurs et les otages : « **Je ne lâcherais pas une bombe d'une tonne sur le véhicule, mais je tirerais dessus avec un obus de tank** » et expliquait qu'il « **préférerait être tué [par des soldats israéliens] que de tomber entre les mains du Hezbollah** ». Avant la guerre de Gaza en

2008-2009, le lieutenant-colonel Shuki Ribak affirmait qu'aucun soldat ne serait enlevé. « À n'importe quel prix. Dans n'importe quelle condition. Même si cela signifie qu'il se fait exploser avec sa propre grenade avec ceux qui essaient de le capturer ».

Israël n'a pas hésité à massacrer ses propres soldats, mais aussi des civils

L'usage de cette doctrine lors de l'attaque du 7 octobre restait un énorme point d'interrogation. Pour rappel, selon les chiffres communiqués par Israël, l'assaut donné par les combattants palestiniens avait causé la mort de 1.189 israéliens dont 377 policiers et militaires. Depuis, Israël a tué au moins 40.000 personnes à Gaza, dont plus de 15.000 enfants, et presque totalement rasé le territoire. Des chercheurs de la revue médicale The Lancet évaluent le nombre de victimes palestiniennes directes et indirectes à 186.000. **Israël a donc déjà tué 200 fois plus de civils que l'attaque du 7 octobre. Mais toutes ces victimes ont-elles vraiment été abattues par le Hamas ?**

Le grand quotidien Israélien Haaretz est catégorique : la réponse est non. Dans une enquête parue le 7 juillet, 9 mois après les faits, **le journal confirme que la directive Hannibal a été employée pour empêcher le Hamas de ramener des otages. Des documents et des témoignages obtenus par Haaretz prouvent qu'Israël n'a pas hésité à massacrer ses propres soldats, mais aussi des civils.**

Haaretz décompose la journée de façon très précise. Dès 7h18, lorsque le commandement israélien apprend un enlèvement dans un poste frontière israélien à Gaza, l'état-major divisionnaire donne l'ordre « Hannibal à Erez » et envoie un drone d'assaut.

Plus tard dans la matinée, le commandement ne se contente plus d'ordonner des frappes sur les bases de sa propre armée, mais donne « des ordres plus généraux ». À 10h32, un général fait tirer des obus vers la bande de Gaza, « même si les soldats et les civils se trouvaient dans des zones ouvertes ou dans les bois le long de la frontière, se cachant des combattants palestiniens ».

À 11h22, l'ordre est encore plus clair : « Pas un seul véhicule ne doit retourner à Gaza. » Une source Commandement a confirmé à Haaretz : « Tout le monde savait à ce moment-là que de tels véhicules pouvaient transporter des civils ou des soldats kidnappés... Tout le monde savait ce que signifiait ne laisser aucun véhicule retourner à Gaza ». En effet, de nombreuses voitures remplies de captifs civils israéliens faisaient route vers la frontière. Les hélicoptères de combat ont donc eu l'ordre explicite de les massacrer.

Les images prises après les combats montrent de nombreuses carcasses de voitures totalement carbonisées, comme soufflées par des missiles, et des maisons dévastées par des déflagrations. **Le Hamas disposait-il d'armes capables de provoquer de tels dégâts ? Probablement pas, mais poser cette seule question est encore qualifié de complotiste. Pourtant, des familles israéliennes réclament aujourd'hui la vérité sur la mort de leurs proches.**

Sur les zones de combat dans les Kibboutz, le général Barak Hiram avait déjà admis au New York Times avoir ordonné à un commandant de char de tirer sur la maison « même au prix de victimes civiles ». Les familles des 14 Israéliens morts dans l'attaque réclament une enquête de Tsahal.

Yasmin Porat, 44 ans et mère de trois enfants, s'est retrouvée au milieu des tirs entre le Hamas et l'armée israélienne le 7 octobre. Prise en otage dans un kibboutz, elle a été utilisée comme bouclier humain par un assaillant qui voulait se rendre aux soldats israéliens, et a donc été sauvée. Mais elle racontait dès le mois de novembre dans l'émission de radio israélienne « This Morning Show », animée par le journaliste Aryeh Golan, la manière dont s'est déroulée l'opération.

Elle a d'abord été retenue pendant plusieurs heures et traitée « humainement ». « Ils nous donnaient à boire ici et là. Quand ils voyaient que nous étions nerveux, ils nous calmaient. C'était très effrayant, mais personne ne nous a violemment traité ». **Elle raconte que l'armée israélienne aurait attaqué par surprise le bâtiment où elle était retenue avec d'autres et que des otages israéliens auraient été « tués par les tirs croisés très nourris » et des tirs d'obus de char sur la maison.** Lorsque le journaliste lui demande : « il est donc possible que nos forces aient tiré sur eux ? » elle répond : « Sans aucun doute », avant d'ajouter : « **Ils ont éliminé tout le monde, y compris les**

otages ».

Ces témoignages cruciaux n'ont pourtant jamais fait la Une de l'actualité, ni en France, ni dans le reste des pays du « camp du bien », qui arme Israël et soutient inconditionnellement le génocide des palestiniens. Ce sont des informations déterminantes, car juste après le 7 octobre, Israël a fabriqué des mensonges horribles, sur des bébés décapités à la chaîne, des mères de famille éventrées et des nourrissons dans des fours. Il a vite été démontré que c'était totalement faux.

Maintenant, Haaretz confirme l'emploi d'une doctrine visant à éliminer les israéliens plutôt que de les laisser entre les mains des commandos palestiniens. Sur les 800 victimes civiles du 7 octobre, combien ont été tuées par leurs propres forces ?

De même, il est désormais avéré que l'attaque du Hamas n'était pas inattendue : l'armée et les services de renseignement israéliens avaient reçu de multiples avertissements des services secrets égyptiens mais aussi au sein de leurs propres troupes, sur la préparation d'une attaque et de prises d'otages. L'unité 8200, un service de renseignement israélien, avait même révélé que les entraînements des combattants du Hamas portaient sur l'attaque de bases militaires et le « transfert des soldats captifs aux commandants de compagnie ». L'unité estimait que l'objectif était de prendre « 200 à 250 otages ».

Pourtant, un énorme festival de musique a été maintenu par les autorités israéliennes littéralement aux portes de Gaza, et l'armée elle-même reconnaît que ses effectifs étaient dégarnis le 7 octobre.

Récapitulons. Une opération connue à l'avance par l'armée israélienne. Des mesures de sécurité qui n'ont pas été prises. L'ordre de tuer des israéliens enlevés le jour de l'attaque. Aucun effort depuis pour négocier ou faire libérer les otages. Et tout cela occulté au profit d'une propagande de guerre implacable, qui permet à un gouvernement fasciste sans scrupule d'exterminer une population dans le but de plus en plus évident d'annexer Gaza. Voilà de quoi sont complices nos gouvernants.



Génocide à Gaza : naufrage des « démocraties » et de l'ordre international

GAZA : ISRAËL BOMBARDE SYSTÉMATIQUEMENT LES ÉCOLES

Le commissaire Général de l'UNRWA - L'Office de secours pour les réfugiés palestiniens de l'ONU - Philippe Lazzarini réitère une nouvelle fois ses alarmes : « au moins huit écoles ont été touchées au cours des 10 derniers jours, dont six de l'UNRWA. Toutes les règles de la guerre ont été brisées en Gaza. La perte de notre humanité commune ne doit pas devenir la nouvelle norme. »

En effet, ces derniers jours, l'armée Israël redouble de violence, et bombarde et attaque systématiquement les écoles de Gaza. Ces bâtiments servent de refuge aux survivants qui ont fui les bombes. Selon l'UNRWA, 7 écoles sur 10 à Gaza ont été frappées depuis le 7 octobre. En violation totale du droit international et des règles les plus fondamentales de la guerre.

Une vidéo publiée le 9 juillet montre par exemple le bombardement d'enfants qui jouaient au football dans un camp de réfugiés installé dans une école de Gaza. Les images, prises depuis le terrain de foot situé dans la cour d'école, ne laissent aucun doute sur la volonté délibérée d'Israël de massacrer des civils, essentiellement des enfants, déjà privés d'abris, de nourriture et de soins. Des dizaines de mineurs ont ainsi été massacrés ces derniers jours. Et les négociations ont une nouvelle fois été rompues suite à ces frappes répétées d'Israël.

1 enfant tué toutes les 20 minutes. Plus que dans n'importe quelle guerre du 21e siècle

En mars, Philippe Lazzarini expliquait déjà : « Le nombre d'enfants tués en un peu plus de quatre mois dans la bande de Gaza est supérieur au nombre d'enfants tués en quatre ans de guerres dans le monde entier. Cette guerre est une guerre contre les enfants. C'est une guerre contre leur enfance et leur avenir ». À l'époque, l'ONU estimait que 81 enfants étaient tués chaque jour en moyenne à Gaza. Soit 3 enfants tués par heure. 1 enfant tué toutes les 20 minutes. Plus que dans n'importe quelle guerre du 21e siècle.

Aujourd'hui, l'UNRWA déclare : « Neuf mois après le 7 octobre, les meurtres, la destruction et le désespoir incessants et sans fin continuent » et rappelle que personne n'est en sécurité à Gaza.

(posts de Contre Attaque)



Génocide à Gaza : naufrage des « démocraties » et de l'ordre international

26h de garde à vue pour avoir crié « Israël assassine

les enfants de Palestine » et fausses rumeurs venant du JDD.

Deux personnes ont scandé ce slogan lundi lors du passage de la flamme olympique dans le 15e arrondissement de Paris.

Elles ont également brandi une banderole en signe de protestation contre l'antisémitisme et l'islamophobie. Interpellés immédiatement, les deux personnes ont ensuite subi une garde à vue longue de 26h.

Elles en sont sorties avec un classement sans suite.

Mais le JDD, tout particulièrement amateur de fausses rumeurs depuis son rachat par Bolloré, a publié un article déformant la réalité.

Celui ci prétend que le couple a volontairement scandé son slogan et sorti sa banderole au moment où Léon Lewkowicz, 94 ans, survivant du camp d'Auschwitz-Birkenau portait la flamme.

Selon la journaliste Meriem Laribi, en contact avec une des deux personnes, le couple lui a expliqué qu'ils avaient justement attendu que la flamme soit dans les mains de Elise Goldfarb, connue pour ses positions pro-israélienne et genocide friendly pour lancer leur slogan.

Pour finir en beauté, on apprend que le journaliste qui signe cet article mensonger...n'existe pas.

En effet le JDD utilise des noms fantômes pour publier des articles. Une façon sans doute de s'autoriser à diffuser de fausses informations sans qu'un journaliste soit directement ciblé.

Ceci est le "journalisme" en France en 2024.

(post de CND)



Génocide à Gaza : naufrage des « démocraties » et de l'ordre international

LA JUSTICE INTERNATIONALE ESTIME QUE LA COLONISATION ISRAËLIENNE EST ILLÉGALE

C'était un fait établi, il est désormais reconnu par la Cour Internationale de Justice : la colonisation israélienne est illégale.

En juin 1967, pendant la guerre des Six-Jours, Israël s'est emparé de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est, du

plateau du Golan et de la bande de Gaza. L'État colonial a ensuite commencé à occuper les 70.000 kilomètres carrés de territoires arabes saisis. Une occupation régulièrement qualifiée d'illégale par l'ONU. Mais cette colonisation n'a jamais cessé.

En 1974, un parti est créé, le « Bloc de la foi » : celui-ci se base sur la Torah pour justifier le vol des terres qu'il reste aux palestiniens. Ce mouvement envoie ses membres s'installer directement dans les zones peuplées de palestiniens au nom d'une interprétation littérale du judaïsme.

En 50 ans, le mouvement a pris une place énorme dans la société israélienne. Ils étaient 100.000 en 1992 et plus de 500.000 en 2022, avec des moyens, des armes, des partis, des relais... Depuis l'an dernier, les colons religieux d'extrême droite sont même représentés dans le gouvernement de Netanyahu. Et les vols de terres se sont encore accélérés, sous la protection de l'armée.

Par exemple, profitant du choc du 7 octobre et du soutien des pays occidentaux, Israël s'est accaparé 23,7 kilomètres carré de terres palestiniennes depuis le début de l'année, en violation totale du droit international. Progressivement depuis 50 ans, ce qu'il restait du territoire palestinien a été grignoté, et des milliers d'habitations y ont été détruites et leurs habitants chassés. Ce qui empêche l'idée même d'un État palestinien, puisqu'il ne serait pas viable : son territoire serait un gruyère.

La Cour Internationale de Justice, la plus haute juridiction des Nations unies, a estimé vendredi 19 juillet 2024 que l'occupation par Israël des territoires palestiniens depuis 1967 était « illégale », et exige qu'elle cesse « le plus rapidement possible ».

Le 31 décembre 2022, l'Assemblée générale des Nations unies avait adopté une résolution demandant à la CIJ un « avis consultatif » sur les « conséquences juridiques découlant des politiques et des pratiques d'Israël dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Jérusalem-Est ». Une cinquantaine d'États avaient témoigné.

Le président de la Cour vient donc de déclarer : « L'État d'Israël a l'obligation de mettre fin le plus rapidement possible à sa présence illégale dans les territoires palestiniens occupés ». Cet avis n'est malheureusement pas contraignant, et on sait qu'Israël se moque totalement de la justice et du droit international.

Ceci étant dit, cette décision rappelle qu'il y a bien un peuple agressé et un État colonisateur, un peuple qui se défend et un agresseur qui viole le droit international. Et sur ce point, la Charte des Nations Unies dit qu'un peuple sous occupation ou subissant l'oppression a le droit à la légitime défense.

Défendre la liberté du peuple palestinien à disposer de lui-même n'est ni antisémite ni terroriste, c'est juste conforme au droit international et au sens de l'histoire.



Génocide à Gaza : naufrage des « démocraties » et de l'ordre international

LE PRÉSIDENT ISRAËLIEN INVITÉ À PARIS POUR LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DES JEUX OLYMPIQUES

- Médaille d'or dans la catégorie crimes de guerre -

C'est une provocation de plus. Isaac Herzog, le président de l'État d'Israël, sera présent à Paris pour assister à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, vendredi 26 juillet. « Lors de sa visite, le président représentera l'État d'Israël à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de 2024 et saluera la délégation israélienne au début de la compétition » explique Le Point.

En janvier dernier, le président Isaac Herzog s'était rendu auprès des soldats israéliens qui dévastent Gaza, devant les caméras, pour signer un obus d'artillerie avec la phrase « je compte sur vous ». Peu après, l'engin explosif était tiré vers le territoire palestinien. Une pratique mortifère : la fière revendication d'un génocide.

Une journaliste israélienne s'indignait alors dans le quotidien Haaretz : « Quel leadership y a-t-il dans la signature d'une munition mortelle qui, aux yeux du monde, représente le plus grand péché d'Israël dans cette guerre ? » Combien d'enfants ont été tués par l'obus signé de la main d'Isaac Herzog ?

Dès le 14 octobre 2023, le président israélien tenait des propos ouvertement génocidaires : « C'est une nation entière qui est responsable [...] Ce discours selon lequel les civils ne sont pas au courant et ne sont pas impliqués n'est pas vrai. Ce n'est absolument pas vrai ». Traduction : tous les habitants de Gaza, nouveaux nés-compris, sont responsables et méritent d'être tués. A posteriori, cette déclaration fait froid dans le dos, étant donné ses conséquences.

Il faut que le monde sache qu'un responsable politique fasciste qui s'amuse à signer des engins mortels tirés sur des civils sera assis dans la tribune d'honneur des Jeux Olympiques, entre Macron et Hidalgo, lors de la cérémonie d'ouverture.

Ironie du sort, c'est hier que la flamme olympique était portée par une journaliste libanaise, Christina Assi, photographe pour l'AFP. Elle avait été blessée par l'armée israélienne alors qu'elle couvrait le conflit en octobre

dernier. La journaliste sera certainement ravie de l'invitation du chef d'État israélien à Paris.

Si Israël mérite une médaille d'or dans ces jeux, c'est celui des crimes de guerre. Aucune offensive militaire n'avait tué autant d'enfants, de journalistes ou de soignants en si peu de temps, au 21e siècle.

(posts de Contre Attaque)